

Défilé du 1^{er} Mai: une cuvée 2014 moins dense mais plus conviviale

GENÈVE • Entre 1500 et 2000 personnes ont défilé hier dans les rues de Genève. Le tout sous le signe des prochaines votations.

PHILIPPE BACH

Premier mai pluvieux, 1^{er} mai heureux? Le beau temps n'était pas au rendez-vous, hier, pour le traditionnel cortège de manifestation organisé à l'occasion de la fête des travailleuses et des travailleurs.

D'où une participation dans une fourchette plutôt basse: quelque 1500 personnes au départ du cortège, 2000 à l'arrivée aux Bastions (3000, selon les organisateurs, 1500 à 2000, selon la police). En revanche, nombreux ont été les personnes à se rendre, en famille, en groupe, directement aux Bastions. Le parc était déjà bien occupé à l'arrivée du cortège.

Ouvert par les traditionnels ramoneurs porte-bonheur, ce dernier a compensé en bonne humeur le temps maussade. Le ciel s'est en fait éclairci dès l'arrivée sur le pont du Mont-Blanc. Et le défilé s'est fait paisible, voire déambulateur: deux heures ont été nécessaires pour rallier le parc des Bastions.

Forte présence syndicale

Une part prépondérante du cortège était formée par les différents syndicats du canton, Unia, SSP et SIT en tête. Toutes les formations de gauche – Parti socialiste, Verts, Ensemble à gauche – étaient également présentes, avec des Jeunes socialistes au taquet. Divers groupes plus modestes comme le Mouvement vers la révolution citoyenne, la Gauche anticapitaliste ou le MPS ont également tracté tout

au long du cortège. Notons également un tronçon anarchiste, par ailleurs chargé de l'animation musicale aux Bastions, via le festival Jours de mai. Le Centre de contact Suisses Immigrés était également bien représenté.

Signalons, enfin, la présence du nouveau syndicat des travailleuses-euses du sexe revendiquant le statut de salarié-e-s dans les salons de massage, alors qu'actuellement ces personnes sont considérées comme des indépendant-es devant reverser 50% de leurs gains à l'entreprise qui les héberge, selon Claudette, une des animatrices de ce syndicat.

Curiosités

Au rayon des curiosités, relevons que la secte des raéliens a infiltré le cortège avec un nouveau concept se voulant crypto-communiste du «paradisme», visant à libérer les travailleurs de leur labeur via l'utilisation de robots, du clonage et de l'usage du génie génétique.

Et côté provocation, des tags d'extrême droite – «Zone identitaire», avec le Lambda des Spartiates – avaient été chablonnés sur le bitume des Bastions.

Le défilé était placé sous le signe de la votation du 18 mai. A savoir l'initiative des syndicats visant à instaurer un salaire minimal à 4000 francs par mois. «La vraie frontière contre les bas salaires», proclamait la banderole d'ouverture, en appelant au combat contre le dumping salarial. Une manière de lutter – comme lors des précédentes éditions de la manifestation – contre la division des travailleurs entre résidents genevois et frontaliers, telle que la thématise avec succès la droite populiste. Ce qui ne peut que servir le patronat. Lors des discours, la nouvelle présidente du Parti socialiste, Carole-Anne Kast, a tonné contre le scandale qui voit des personnes employées à 100% devoir recourir à l'aide sociale.

Thèmes d'actualité

Les combats du moment, notamment les Gate Gourmet de l'aéroport, étaient également présents. La fonction publique genevoise s'est pour sa part mobilisée contre le projet Score (la refonte de la grille salariale de l'Etat). Soulignons également la présence des jardiniers du service des espaces verts de la Ville, en bisbille avec leur magistrat Guillaume Barazzone.

Enfin, la tradition pacifiste du Mouvement ouvrier – cent ans après la boucherie de la Première Guerre mondiale – a également été mise en avant, à savoir la lutte contre le crédit d'achat de 3,1 milliards de francs pour les Gripen. Sans oublier que cela se fera au détriment du social ou de l'emploi. «Pour le FA-18, on promettait 100% d'achats compensatoires, la Confédération admet qu'il n'y en a eu que 40%», dit Tobia Schnebli, du Groupe pour une Suisse sans armée. I

Une galerie d'images du défilé peut être visionnée sous: www.lecourrier.ch/120508/defile_du_1er_mai.



Plus d'un millier de personnes ont défilé dans les rues de la capitale vaudoise hier. KEYSTONE

Les femmes mènent le défilé à Lausanne

«Une femme n'est pas un salaire d'appoint!» C'est derrière ce slogan, affiché sur une large banderole, que le cortège du 1^{er} Mai a démarré hier en fin d'après-midi à Lausanne. Plus d'un millier de personnes ont parcouru les rues et ruelles du centre-ville de la capitale vaudoise, entre la place de la Riponne et la place de l'Europe. Après plus d'une heure de défilé, stands, musique et discours les attendaient au terme du parcours.

Symboliquement, ce sont les femmes qui ont mené le cortège cette année, pour une fête des travailleurs placée sous le signe du salaire minimum, soumis aux urnes le 18 mai prochain. «Parmi les personnes qui gagnent moins de 4000 francs par mois en Suisse, deux tiers sont des femmes», a rappelé Valérie Perrin, présidente de l'Union syndicale vaudoise.

«Nous vivons dans un des pays les plus riches et les plus chers du monde. La Suisse est prospère, mais pour certains plus que pour d'autres», a poursuivi la syndicaliste, houpillant les salaires mirobolants des grands chefs d'entreprise. «Quatre mille francs, c'est un minimum», ont repris en

choeur les manifestants, alors que d'autres scandaient: «On est pas des citrons, pour le thé des patrons!»

Peu avant, les différents syndicats et partis politiques de gauche s'étaient retrouvés sur la place de la Riponne, munis de nombreux drapeaux et de pancartes. «Pour les patrons, des couilles en or. Pour nous, des nouilles encore!», «Tu veux ton mur, alors aigne les briques», affichaient les encarts les plus inspirés.

La délégation portant les couleurs d'Unia, composée en grande partie d'ouvriers du bâtiment munis de sifflets, s'est fait remarquer en arrivant sur la place. Des dizaines de manifestants ont couru et abattu un «mur de la honte», préalablement dressé sur les lieux avec des cartons affublés de slogans tels que «augmentation de la misère», «dumping salarial», «faillites frauduleuses», etc.

Le cortège s'est déroulé sans heurts et dans une ambiance musicale joyeuse et animée. Vers 19h, arrivée sur la place de l'Europe, la foule s'est dégamie avec l'arrivée des premières gouttes de pluie.

MARIO TIGNI



Une part prépondérante du cortège était formée par les différents syndicats du canton, Unia, SSP et SIT en tête. J.-P. DI SILVESTRO

GENÈVE

Christian Ferrazino au conseil d'administration des TPG

La Ville de Genève sera représentée par Christian Ferrazino au conseil d'administration des Transports publics genevois (TPG). L'ancien élu d'extrême gauche de l'exécutif de la Ville de Genève occupera le siège laissé vacant après l'exclusion de Rémy Pagani en décembre 2012.

«Le Conseil administratif a validé cette proposition qui venait de ma part», a indiqué hier à l'ats le conseiller administratif d'Ensemble à Gauche Rémy Pagani, confirmant une information du Temps. Christian Ferrazino est la personne idéale pour représenter la Ville étant donné qu'il a déjà été administrateur pendant huit ans, a souligné M. Pagani.

Ce dernier a été exclu du conseil administratif des TPG après une refonte législative qui interdit aux magistrats du canton et des communes de siéger au sein du conseil d'administration des TPG, à l'exception du représentant de l'Association des communes genevoises. Une décision contestée jusqu'au Tribunal fédéral qui a au final rejeté tous les recours.

Christian Ferrazino a siégé à l'exécutif de la Ville de Genève de 1999 à 2007 sous la bannière de l'Alliance de Gauche après avoir été député au Grand Conseil pendant dix ans. Il exerce son métier d'avocat depuis la fin de ses mandats politiques. ATS

VAUD, RECHERCHE MÉDICALE

Le Centre de laboratoires d'Epalinges fait peau neuve après deux ans de travaux

Le Conseil d'Etat a inauguré, hier, quatre bâtiments fraîchement rénovés du Centre des laboratoires d'Epalinges. Datant des années 1970, ces infrastructures hébergeaient autrefois l'Institut suisse de la recherche sur le cancer. Un centre d'immunologie, d'infectiologie et de vaccinologie voit par ailleurs le jour sur le site.

Quatre des six bâtiments que compte le Centre de laboratoires d'Epalinges (CLE) ne répondaient plus aux exigences actuelles en matière d'isolation thermique de l'enveloppe, de renforts parasismiques, de protection contre l'incendie et de sécurité, indique un communiqué. Après deux ans de travaux, ils ont été inaugurés en présence des conseillers d'Etat Pierre-Yves Maillard et Pascal Broüss.

Dans une logique de regroupement des laboratoires par thématique et de synergies entre l'université de Lausanne (UNIL) et le Centre

hospitalier universitaire vaudois (CHUV), deux bâtiments ont en outre vu leurs surfaces de recherche réorganisées. «Pour le CLE, les investissements consentis à hauteur de 23 millions de francs ont permis en particulier la création d'un centre d'immunologie, d'infectiologie et de vaccinologie qui ambitionne de devenir le leader suisse dans ces secteurs», poursuit le communiqué. La création de ce nouveau centre permet de libérer un demi-étage d'hospitalisation au CHUV.

Le CLE a été inauguré en 1976 en vue d'abriter l'Institut suisse de la recherche sur le cancer (IS-REC). Après le déménagement de ce dernier à Ecublens (VD) en 2008, l'Etat a racheté les bâtiments libérés pour 16 millions de francs. Aujourd'hui, outre les infrastructures dédiées à la recherche, le site compte des salles de cours pour l'UNIL ou des locaux pour la Direction générale de l'environnement. ATS

EN BREF

GENÈVE Les salaires des EDS revalorisés?

Le conseiller d'Etat Mauro Poggia a annoncé hier sur le plateau de TV Léman Bleu sa volonté de revaloriser les salaires des emplois de solidarité (EDS) de 250 francs par mois. Ces salaires se calculent selon trois échelons: 3225 francs pour une fonction ne requérant aucune formation spécifique; 3725 francs pour une fonction identique, mais occupée par un titulaire du certificat fédéral de capacité (CFC) ou d'un diplôme professionnel équivalent; et 4225 francs pour une fonction spécialisée ou à responsabilités, dont l'exercice requiert impérativement un CFC ou un diplôme professionnel équivalent. PBH